

# Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de  
l'actualité allemande

Du 26 mars au 1<sup>er</sup> avril 2026

**Lundi 30 mars, le chancelier Friedrich Merz a reçu à Berlin le président par intérim de la Syrie, Ahmed al-Charaa, pour discuter de l'aide allemande à la reconstruction de la Syrie après la guerre civile, ainsi que du retour des réfugiés syriens installés en Allemagne.** Lors de la conférence de presse conjointe, Friedrich Merz a répondu à une question sur les modalités du retour des réfugiés en Syrie en déclarant : « À long terme, dans les trois prochaines années, et cela correspond d'ailleurs au souhait du président al-Charaa, environ 80 % des Syriens actuellement en Allemagne devront retourner dans leur pays d'origine. » Ce chiffre très précis a suscité des interrogations. La chancellerie a ultérieurement clarifié les propos du chancelier par écrit en indiquant : « C'est bien le président syrien qui avait avancé le chiffre de 80 % de rapatriés dans un délai de trois ans. Nous avons pris note de ce chiffre, mais nous sommes conscients de l'ampleur de la tâche. » La chancellerie a également précisé que l'Allemagne souhaitait soutenir les efforts de reconstruction de Damas en créant une « task force germano-syrienne ». Actuellement, le nombre de Syriens présents en Allemagne s'élève à environ 940 000, ce qui signifierait le retour de plus de 750 000 personnes en cas de mise en œuvre d'une telle politique. Le chancelier a souligné que, plus d'un an après la chute du régime de Bachar el-Assad et la fin de la guerre civile, la situation en Syrie s'était « fondamentalement améliorée ». C'est pourquoi les besoins en matière de protection doivent également être réévalués. Selon Merz, toute personne n'ayant plus le droit de séjourner en Allemagne devra quitter le pays. Cela vaut en particulier pour ceux « qui abusent de notre hospitalité » et ne respectent pas les lois allemandes. Des économistes et des spécialistes du marché du travail, à l'instar de l'Institut allemand de recherche économique (DIW), mettent quant à eux en garde contre une aggravation de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée si une grande partie des Syriens quittaient rapidement l'Allemagne. Un retour de 80 % des réfugiés syriens aurait en effet un impact significatif sur le marché du travail allemand, notamment dans les secteurs de la santé et de l'industrie.

**L'Allemagne, particulièrement touchée par la flambée des prix des carburants depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, met en place de nouvelles mesures dès ce 1<sup>er</sup> avril.** Le gouvernement fédéral avait ainsi présenté dès la mi-mars une série de dispositions pour freiner cette hausse. Il avait d'abord été décidé de puiser dans les réserves nationales de pétrole. Une nouvelle réglementation entre en vigueur ce 1<sup>er</sup> avril 2026, limitant les hausses à une seule augmentation quotidienne, fixée à midi, afin de réduire les variations trop fréquentes des prix. Le ministère de l'Économie précise que si les hausses sont encadrées, les baisses, elles, restent possibles à tout moment. Les contrevenants s'exposent à des sanctions financières pouvant aller jusqu'à 100 000 euros. Depuis le début du conflit, l'Allemagne est l'un des pays de l'Union européenne le plus durement touché par la hausse des carburants : les prix de l'essence et du diesel y ont augmenté en moyenne deux fois plus que dans le reste de l'Europe. Par ailleurs, plusieurs responsables politiques des États de l'Est, comme les ministres-présidents chrétiens-démocrates de Saxe et de Thuringe, réclament l'allègement, voire la suspension temporaire, de la taxe sur le CO<sub>2</sub> afin de réduire les coûts énergétiques et la pression sur les consommateurs et les entreprises.

**La commission d'experts mise en place par le gouvernement allemand pour réformer l'assurance maladie**

## publique a présenté ses propositions afin de combler un déficit imminent de plus de 40 milliards d'euros.

Les dix experts ont formulé 66 recommandations axées sur la réduction des dépenses et l'augmentation des recettes. En 2025, les dépenses de santé ont augmenté de 7,8 %, tandis que les recettes n'ont progressé que de 5,3 %. Les traitements hospitaliers et les soins ambulatoires, qui ont augmenté de 9,6 % pour atteindre 9,7 milliards d'euros, sont les principaux moteurs de ces coûts. Pour y remédier, la commission suggère de réaliser des économies sur les honoraires des prestataires de soins et des fabricants, et propose que le gouvernement finance une partie des cotisations pour les bénéficiaires du revenu de base (soit 12 milliards d'euros). Elle propose également d'augmenter les cotisations pour les travailleurs à faible revenu et de demander aux patients de contribuer davantage (4,1 milliards d'euros). Des réductions de certaines prestations, telles que les médecines alternatives, sont également envisagées. Le gouvernement prévoit d'adopter un plan de réformes d'ici l'été 2026. Bien que le ministre de la Santé ait annoncé qu'il suivrait en grande partie les recommandations de la commission, des discussions politiques sont à prévoir avant la mise en œuvre de ces mesures.

## À l'occasion du quatrième anniversaire de la découverte du massacre de Boutcha en Ukraine, le ministre allemand des Affaires étrangères, Johann Wadepuhl, et d'autres représentants de l'UE se sont rendus sur place pour rendre hommage aux victimes.

Wadepuhl a qualifié Boutcha d'« enfer sur terre » sous l'occupation russe, symbole de la brutalité et des crimes ciblés contre les civils, qui font partie de la stratégie de guerre russe. Il a souligné que la sécurité ne pouvait être assurée qu'en s'opposant à la Russie de Poutine. En mars 2022, les troupes ukrainiennes ont découvert des centaines de civils tués, dont beaucoup avaient été abattus ou torturés. La Russie continue de nier sa responsabilité. Il a réaffirmé le soutien continu de l'Allemagne à l'Ukraine et annoncé une aide humanitaire de 70 millions d'euros. Ces fonds seront versés à des agences des Nations unies ainsi qu'à des organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales qui apportent une aide d'urgence à la population, en particulier dans les zones de front. Auparavant, Wadepuhl avait rencontré son homologue polonais, Radosław Sikorski, à Kreisau, un lieu symbolique de la réconciliation germano-polonaise où, le 12 novembre 1989, Helmut Kohl et Tadeusz Mazowiecki, le premier chef de gouvernement non communiste depuis quarante ans, s'étaient rencontrés, peu après la chute du mur de Berlin. L'objectif de cette rencontre était d'afficher un symbole fort d'amitié et de coopération entre les deux pays. Les deux ministres ont insisté sur les valeurs communes européennes — paix, solidarité et liberté — tout en appelant à renforcer l'unité face aux tensions actuelles, notamment liées à la guerre en Ukraine et aux divisions politiques en Pologne. Wadepuhl a plaidé pour davantage de coopération et de compromis au sein de l'Union européenne, tandis que Sikorski a souligné la nécessité de défendre activement ces valeurs face à la menace russe. Enfin, ils ont réaffirmé leur soutien à l'Ukraine, considérée comme essentielle à la sécurité européenne.

### PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le ministre allemand du Numérique, **Karsten Wildberger** (CDU), met en garde contre les effets de l'intelligence artificielle sur l'emploi, dans un contexte de concurrence internationale dominée par les États-Unis et la Chine. Il estime que l'Allemagne accuse un retard important et doit accélérer ses efforts sous peine de voir son économie et ses emplois menacés, notamment dans des secteurs comme la programmation ou les centres d'appels. Tout en soulignant les risques, il insiste aussi sur les opportunités offertes par l'IA, qui pourrait créer de nouveaux emplois si elle est bien exploitée. Il appelle ainsi à plus de flexibilité et à une adaptation continue, notamment via un système éducatif capable de former les citoyens tout au long de leur vie. Il encourage également à soutenir la reconversion professionnelle, en partant du principe qu'un métier ne sera plus exercé toute une vie, et incite l'Etat et les entreprises à orienter l'impact de l'IA vers la création d'emploi plutôt que leur destruction.

### LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

**3,021 millions**



Malgré un léger redressement au printemps, le nombre de chômeurs en mars 2026 est resté supérieur à la barre des trois millions, s'élevant à **3,021 millions**. Par rapport au mois précédent, le nombre de chômeurs a diminué de 49 000, ce qui a permis de faire baisser le taux de chômage à 6,4 %. Cependant, après ajustement saisonnier, aucune amélioration n'a été constatée et l'Agence fédérale pour l'emploi (BA) a signalé une stagnation sur le marché du travail. Le nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage a augmenté pour atteindre 1,104 million (+ 98 000 par rapport à l'année précédente). Il y avait 638 000 offres d'emploi disponibles, mais les chômeurs ont eu du mal à trouver un poste. Le marché de la formation reste également problématique, avec 213 000 jeunes sans place en apprentissage.